



Rennes, le 18 avril 2024

Sécurité Sanitaire Alimentaire

Quand la délégation des contrôles devient une aberration

Depuis le 1er janvier 2024, une décision gouvernementale a profondément modifié le paysage des contrôles sanitaires dans le secteur de la remise directe aux consommateurs. Bien que le personnel ait clairement identifié les risques et demandé le recrutement de contrôleurs d'État, leurs remarques et désaccords ont été mis de côté lors de la prise de décision et sans aucune communication préalable aux consommateurs. Les agents, particulièrement préoccupés, voient malheureusement leurs inquiétudes se confirmer déjà dans la réalité.

Auparavant, les inspecteurs des DD(ETS)PP effectuaient les contrôles officiels, essentiels pour garantir la sécurité sanitaire des aliments, dans les établissements tels que les restaurants, boucheries-charcuteries, GMS, boulangeries-pâtisseries, poissonneries, marchés. Cette mission, cruciale pour protéger les consommateurs et assurer le respect des normes d'hygiène, était au cœur de leur activité.

Depuis un certain nombre d'années, avec le choix politique d'orienter les contrôles en amont des filières et en lien avec la diminution des effectifs des services, la fréquence d'inspection avait diminué avec des contrôles de ces établissements tous les 10 ans en moyenne.

En 2023, le gouvernement a décidé de déléguer les contrôles sanitaires à des opérateurs privés, "afin d'en augmenter la fréquence". Avec les 38 millions d'euros (TTC) par an que coûte cette délégation, l'Etat aurait pu financer bien plus de contrôles officiels réalisés par des agents publics indépendants et compétents.

Cette situation crée un profond malaise et les agents vivent très mal une délégation qui nécessite des effectifs conséquents, non seulement pour en assurer le suivi, mais également pour en gérer les suites.

De plus, ceci n'élimine en rien le risque de se retrouver à l'affiche d'un scandale sanitaire, sur des contrôles pour lesquels les agents publics ne sont même plus acteurs, et pour lesquels ils doivent se fier à des délégataires pas toujours (bien) formés.

Les agents sont en plus témoins de la dégradation de la qualité des contrôles délégués, dont ils doivent souvent rattraper les carences. Associé à la reprise difficile des missions sanitaires transférées de la DGCCRF vers la DGAL, du fait de l'insuffisance des moyens alloués, tout cela engendre une importante surcharge d'activité et des risques psycho-sociaux pour nos collègues dans les services.

Cette privatisation des contrôles sanitaires pose également plusieurs problèmes éthiques, notamment en ce qui concerne le choix des opérateurs délégataires :

Est-il imaginable un instant que les contrôles en remise directe soient confiés à des entreprises qui proposent déjà des services commerciaux aux acteurs de la filière agro-alimentaire ? Ne s'agirait-il pas d'un conflit d'intérêt manifeste, que d'être à la fois juge et partie, en contrôlant des plans de maîtrise sanitaire ou des résultats d'analyses microbiologiques qu'ils ont vendus ou réalisés aux mêmes professionnels ?

D'une part, la qualité des contrôles assurés par le délégataire n'est pas garantie. La formation des inspecteurs délégués ne peut rivaliser avec l'expertise des agents qui possèdent une vision complète des filières agro-alimentaires, de la production à la consommation. D'autre part, l'absence de coordination entre

